

**Union européenne - Soudan du Sud
: l'UE transpose la résolution 2428
du Conseil de sécurité des Nations
unies, qui renforce les sanctions -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 10 août 2018)**

Le Conseil a transposé la résolution 2428 (2018) du Conseil de sécurité des Nations unies, par laquelle notamment un embargo sur les armes est imposé et deux personnes sont ajoutées à la liste des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives.

L'UE impose déjà depuis 2011 un embargo sur les armes à l'encontre du Soudan du Sud. Les deux personnes ajoutées sur la liste font déjà l'objet de sanctions autonomes de l'UE depuis le 2 février 2018 en raison de leur implication dans de graves violations des droits de l'homme. Le Conseil avait, à l'époque, adopté ces sanctions supplémentaires compte tenu de la dégradation de plus en plus marquée de la situation sur le plan humanitaire et en matière de sécurité au Soudan du Sud et étant donné le manque d'engagement de certains acteurs à l'égard du processus de paix en cours.

Le Conseil a adopté pour la dernière fois des conclusions sur le Soudan du Sud le 16 avril 2018. Il était noté dans ces conclusions que l'année 2018 est déterminante pour l'instauration de la paix au Soudan du Sud, étant donné que le mandat du gouvernement d'union nationale de transition, défini dans l'accord de règlement du conflit au Soudan du Sud, vient à expiration. Il y était réaffirmé que l'UE demeure profondément préoccupée par la poursuite des combats et des violations graves des droits de l'homme, qui ont entraîné des souffrances humaines d'un niveau effrayant et ont laissé le pays en ruine. Dans ces conclusions, l'UE exhorte toutes les parties au conflit au Soudan du Sud à mettre fin immédiatement aux combats et à participer au processus de paix de bonne foi.

Les personnes soumises à des mesures restrictives de l'UE en raison de la situation au Soudan du Sud sont au nombre de neuf au total, dont huit figurent sur les listes des Nations unies.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils seront publiés au Journal officiel le 13 août./.